

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

4<sup>e</sup> ANNÉE | N<sup>o</sup> 64 |

1<sup>er</sup> JANVIER 1927

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**NOUVEAU COMLOT.** — On a découvert tout récemment un nouveau complot dirigé contre le roi d'Espagne et le dictateur. Selon un correspondant du Daily Express, de Londres, les conspirateurs projetaient de faire stationner une automobile dans laquelle ils auraient pris place, à la porte des bureaux du dictateur espagnol et de tirer sur lui dès qu'il se serait présenté. Quant au roi, des grenades auraient été lancées contre lui pendant les funérailles du général Primo de Rivera. Treize anarchistes ont été arrêtés à Valence, faubourg de Madrid et de nombreuses autres arrestations ont eu lieu dans toute l'Espagne. La censure n'a pas permis aux journaux d'imprimer un seul mot de cette affaire. Quatre des détenus auraient été fusillés d'autorité, secrètement.

**ARRESTATIONS EN MASSE.** — Des amis récemment arrivés de Barcelone nous informent que la police a fait, dans toute la Catalogne, de nombreuses arrestations, aussi bien parmi les éléments ouvriers que parmi les catalanistes. La prison de Barcelone regorge à nouveau de détenus politiques. Les personnes qui essayent de les visiter en prison sont étroitement surveillées.

**UN SCANDALE DANS L'ARMÉE ESPAGNOLE.** — Paris-Midi du 18 décembre publiait la dépêche suivante, de son correspondant particulier de Perpignan : « On apprend aujourd'hui seulement, par des voyageurs arrivant de Barcelone, qu'un gros scandale financier vient d'éclater dans les milieux militaires espagnols. Depuis longtemps déjà, ainsi que l'on sait, une enquête avait été ouverte à la suite de révélations singulières au sujet de la conduite financière de la campagne marocaine. Cette enquête a pris fin il y a quinze jours environ : elle a abouti à l'arrestation, tant à Madrid qu'en province, d'une vingtaine d'officiers, qui ont été incarcérés. Cette affaire, sur laquelle, naturellement, la presse observe le plus grand silence, obligeée comme elle, l'est de se conformer aux rigoureuses instructions de la censure, est considérée en haut lieu comme des plus inopportunes, en raison de la situation intérieure générale, d'autant plus que l'on craint de ne pouvoir éviter à ce sujet un débat public devant l'Assemblée nationale. »

**L'AFFAIRE MAROCAINE.** — Au moment où l'Espagne réclame à nouveau Tanger, la guerre reprend de plus belle dans la zone espagnole du Maroc. De nombreux Andjeras, réfugiés à Tanger, ont regagné leurs tribus. Néanmoins, une certaine inquiétude est signalée chez les nouveaux soumis qui redoutent les représailles des dissidents. Les postes espagnols de Saguela et de Lachair des Ben Hassan, ainsi que diverses positions des Beni Arrous ont été attaqués par des insoumis. On signale la désertion, avec armes et bagages, de nombreux soldats indigènes, à Dar Ben Karrieh. Plusieurs postes espagnols ont été attaqués. D'autre part, on nous écrit de Madrid qu'il règne parmi les militaires un nouveau motif de mécontentement : le commandement supérieur de l'armée espagnole au Maroc aurait été victime d'une mystification, certains officiers ayant donné des rapports sur des combats qui n'ont jamais eu lieu et qui auraient été inventés de toutes pièces par des chefs avides de pousser en avant leur avancement.

**AU COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES.** — M. Jean Bonnafous, secrétaire de la « Liga per la llengua d'oc a l'escola », donnera, le prochain samedi, 8 janvier, à 5 h. 30 de l'après-midi, au Collège libre des Sciences Sociales (Hôtel des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, 6<sup>e</sup>), une conférence sur le fédéralisme au moyen âge en pays occitan. Nous prions nos amis de s'y rendre.

**CONSEILS DE GUERRE.** — Le conseil de guerre qui devait se réunir ces jours derniers pour juger M. Miquel Farré, accusé de conspiration moyennant l'organisation de troupes armées, a été ajourné sine die. MM. Dionis Eroles Ballé et Josep Arran Roviara ont été traduits devant un conseil de guerre qui les a condamnés pour s'être réunis clandestinement avec d'autres personnes. Le jugement du tribunal n'ayant pas été agréé par l'autorité militaire, on ignore le sort qui vont subir les condamnés.

**JUSTICE ESPAGNOLE.** — Un conseil de guerre ayant absous MM. Perez Solis, Maurin et onze autres détenus politiques, l'autorité militaire n'a pas approuvé le verdict. Leur cause sera examinée par le Tribunal Suprême de la Guerre.

**CONTRE LA PRESSE.** — Le Diario de Tarragona a été suspendu jusqu'à nouvel ordre. La censure continue à sévir tout spécialement contre les journaux catalans.

## LES CONJURÉS CATALANS

Une lettre de M<sup>c</sup> Henry Torrès. — Nouvelles signatures au manifesté des intellectuels

Dans une de ses dernières séances, le bureau de la Ligue des Droits de l'Homme, présidé par M. Victor Basch, décida d'intervenir auprès du gouvernement français, afin que les Catalans impliqués dans l'affaire Macià ne soient pas refoulés dans leur pays.

M<sup>c</sup> Henry Torrès, l'avocat de M. Francesc Macià, a adressé au procureur de la République la lettre suivante :

Dans un sentiment de dignité dont la justice et l'opinion retiendront la délicatesse, le colonel Macià et ses proches amis impliqués dans la même poursuite n'ont pas demandé leur mise en liberté provisoire, qui semblait pourtant conforme à nos traditions nationales.

Avec mes confrères, M<sup>c</sup> Pierre Zévaès, Lœwel, Gabriel, Cot Truc, Weill, Goudchaux et Joly, je n'en suis que plus fondé à vous demander de bien vouloir fixer avec diligence la date de la comparution devant le tribunal des hommes que nous avons l'honneur d'assister.

Le dossier semble, en effet, constitué, les interrogatoires terminés, l'instruction close, et il serait d'une rigueur anormale d'imposer un surcroît de détention préventive à l'inépoussable courage d'un homme de soixante-sept ans.

D'après des renseignements tout récents, les débats juridiques s'engageront vraisemblablement devant la 12<sup>e</sup> chambre les 21 et 22 du courant mois de janvier.

A l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'An, les détenus catalans ont été très visités par leurs compatriotes résidant à Paris, ainsi que par leurs nombreux amis français.

Nous tenons à reproduire le texte du manifesté des intellectuels français en faveur des conjurés catalans, que nous avons inséré dans notre dernier numéro. Le voici :

Les intellectuels soussignés, sans distinction de partis ni d'opinions, émus par la situation faite aux conjurés catalans dont le sincère esprit de sacrifice et l'ardent idéalisme forment le respect, invitent la France à se souvenir que nombre d'entre eux sont les survivants des milliers de volontaires catalans engagés sous notre drapeau pendant la grande guerre.

Ils sont persuadés que les tribunaux acquitteront et que le gouvernement relâchera sans aucune sanction des détenus que l'Espagne elle-même — si l'on en croit les bruits de presse — n'a pas l'intention de poursuivre, et qui comptent parmi eux des artistes de talent, dont notre pays se

priverait gratuitement, alors que leur valeur honore la nation qui leur accorde l'hospitalité.

Aux signatures données dans notre numéro du 16 décembre, il est à ajouter les suivantes :

Joseph ANGLÈS, bibliothécaire aux Bibliothèques et musée de la Guerre.

Aleide BLAVET, majoral, avocat à Alais (Gard).

Comte BÉGOUEN, majoral du Félibrige, Toulouse.

Benezet BRUNEAU, majoral, Avignon.

Général de division CALONI, président du « Roussillon », à Paris.

Jean CASSOU, homme de lettres, Paris.

F. CROS-MAYREVILLE, président du « Groupe Occitan ».

Abbé DAMBIELE, curé-doyen de Samatan (Gers).

Louis DELHOSTAL, majoral, Thiézac (Cantal).

Prosper ESTIEU, majoral, de l'Académie des Jeux Floraux de Toulouse.

Peire FONTAN, majoral, conservateur du musée de Toulon.

Abbé SAUVEUR FONT, à Perpignan.

Adrien FRISSANT, directeur de Paris-Provence.

Noël GARRIGUES, artiste peintre, à Saint-Jean-de-Védas (Hérault).

E.-H. GUITARD, éditeur, librairie « Occitane », Toulouse et Paris.

Pierre JALABERT, homme de lettres, Languedocien.

Edouard MARSAL, peintre, majoral, Montpellier.

Gilbert MARTIN, professeur d'espagnol au collège Sainte-Barbe, à Paris, Languedocien.

Z. MILUER, professeur au Collège de Normandie.

Amédée MUZAC, majoral, Argentat (Corrèze).

Joseph NOUAILLAC, professeur agrégé et docteur au Lycée Pasteur, à Neuilly-sur-Seine, directeur de Lemouzi.

Louis PASTRE, homme de lettres, Perpignan.

François PASQUIER, dessinateur, à Perpignan.

Georges RENARD, professeur au Collège de France.

Emile RIPIERT, professeur de provençal à la Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence.

Paul RUAT, majoral, Marseille.

N. ROUQUET, homme de lettres, Languedocien.

Salomon REINACH, de l'Institut.

Frédéric SAISSET, homme de lettres, Catalan.

Henri SIZAIRE, député du Tarn.

D<sup>r</sup> Camille SOULA, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Toulouse, président de la Liga per la Lengua d'Oc a l'Escola.

N. B. — Les personnes qui approuvent ce manifesté et qui désirent le signer sont priées d'envoyer sans retard leur adhésion, soit à M. Jean Bonnafous, professeur au Lycée Henri-IV, rue Clovis, Paris-VI<sup>e</sup>; soit à la rédaction du Courrier Catalan, 71, rue de Rennes, Paris-VI<sup>e</sup>.

## Nouvelle lettre à un ami Catalan

Malval, décembre 1926.

Mon cher ami,

Ma précédente lettre ne vous donnait que deux phrases prises dans le passage du discours de Saint-Rémy, aux félibres catalans ; c'est le passage en son entier qu'il eût fallu citer, parce qu'il renferme tout le programme d'émancipation des nationalités : Décentralisation, Régionalisme, Fédéralisme, trois termes qui, pour n'être pas identiques, et sont même susceptibles de s'opposer sur certains points, répondent, le plus souvent, à de multiples modalités d'interprétation.

Voici le passage en question :

Nous voulons que notre peuple, au lieu de croupir dans l'ignorance de sa propre histoire, de sa grandeur passée, de sa personnalité, apprenne enfin ses titres de noblesse, apprenne que ses pères se sont considérés toujours comme une race, apprenne qu'ils ont su, nos vieux Provençaux, vivre toujours en hommes libres, et toujours se défendre comme tels...

Il faut qu'il sache, notre peuple, que nos ancêtres se sont joints librement, mais dignement, à la généreuse France : dignement, c'est-à-dire en réservant sa langue, ses coutumes, ses us et son nom national. Il faut qu'il sache, notre peuple, que la langue qu'il parle a été, quand il l'a voulu, la langue poétique et littéraire de l'Europe, la langue de l'amour, du Gai Savoir, des libertés municipales, de la civilisation...

Vaillant peuple, voilà ce que nous voulons l'apprendre : tu n'as pas à rougir devant qui que ce soit, comme un vaincu, tu n'as pas à rougir de ton histoire, tu n'as pas à rougir de la patrie, tu n'as pas à rougir de la nature, à reprendre ton rang, ton premier rang entre les peuples du Midi. Et quand chaque Provence et quand chaque Catalogne aura, de cette sorte, reconquis son honneur, vous verrez que nos villes redeviendront cités ; et là où il n'y a plus qu'une poussière provinciale, vous verrez naître les arts, vous verrez croître les lettres, vous verrez grandir les hommes, vous verrez fleurir une nation.

« Notre peuple... quand il l'a voulu » : les peuples de langue d'Oc, en France, sont en train de devenir. Comme tous les autres peuples de cette « Une et Indivisible », ils avaient à digérer la gloire de la période

révolutionnaire et celle de la période napoléonienne, qui, par surcroît, laissait la France exsangue. Mais la Catalogne d'au delà des Pyrénées a voulu, elle, et avec une telle énergie, que toutes ses vertus originelles se réveillent comme par enchantement, le grand Cambó, en 1923, pouvait, avec autorité, à la Chambre espagnole, dénoncer la jalousie des Castillans devant l'œuvre admirable de la Mancomunitat, comme étant une des causes principales des brimades dont les institutions catalanes ont tant à souffrir à l'heure actuelle.

Ceci, pour en arriver à vous dire, mon cher ami, ce que vous sentez aussi bien que moi, sinon mieux : l'heure est proche, si elle n'est déjà venue.

Il ne suffisait pas, en effet, que la nation spoliatrice fût déchue de son ancienne puissance pour que réussisse à briser ses liens la nation asservie ; il fallait encore que celle-ci eût assez conscience d'elle-même pour reconnaître que son passé n'était pas exempt de certaines inconséquences et démontrer, par des actes tangibles, qu'elle avait bien mérité de voir ses efforts couronnés de succès.

La preuve de ce dernier trait est faite, surabondante, indéniable. C'est comme un renouveau, dont les effluves subissent l'influence de tardives intempéries, retardant la sève impatiente et prête à éclater en bourgeons, aux premiers rayons de soleil.

J'allais vous parler, envisageant les possibilités les plus heureuses, des devoirs incombant à la S. D. N., vis-à-vis des minorités, lorsqu'il me fut donné d'apprendre, par la « Dernière Heure » de mon journal, la nouvelle d'un coup d'Etat en Lithuanie.

Grave sujet de diversion pour un homme n'ayant dans sa retraite d'autres loisirs que de méditer, quand il ne taille pas sa haie, ou n'a pas à bêcher son jardin.

Mais, de si loin, comment juger des événements, alors que vous échappez, souvent, la signification véritable de ceux qui se passent à notre portée ?

Je sais toutefois que, comme tant d'autres, le cas n'est pas sans quelque rapport avec celui de la Catalogne, ne fût-ce qu'en regard du problème de la paix européenne.

C'est ce que je me propose d'examiner une autre fois.

Eugène POLEVIN.

## L'ESPAGNE ET TANGER

L'Espagne ayant posé de nouveau, sur l'échiquier international, la question de Tanger, les journaux reprennent leurs commentaires.

M. L. Bourguès écrit dans le Petit Parisien du 27 décembre :

La question de Tanger, dont on n'avait plus parlé depuis plusieurs mois, commence de nouveau à passionner l'opinion espagnole. Le grand journal madrilène ABC a publié hier un article qui est visiblement d'inspiration officieuse et qui exprime l'avis que « la prétention de l'Espagne ne se borne pas à une réforme de l'administration de Tanger » et que « le centre de gravité du mandat international sur Tanger doit être déplacé en faveur de l'Espagne ».

On ne saurait être plus net. Le problème est du reste posé exactement de la même façon qu'il le fut l'été dernier, à la veille de l'assemblée de Genève, dans une déclaration du général Primo de Rivera. Comme à l'époque, ce désir, brusquement formulé au moment où la Grande-Bretagne et la France tenaient beaucoup à voir l'Espagne se contenter d'un siège semi-permanent au Conseil de la S.D.N., apparut trop comme une tentative de pression *in extremis*, Londres et Paris firent délicatement comprendre à Madrid que la question, réglée par un statut établi d'accord entre les trois puissances intéressées, ne relevait aucunement de la S.D.N. et que des modifications de détail, s'il y avait lieu, pourraient y être ultérieurement apportées dans les cadres mêmes du statut.

En octobre, des délégués espagnols devaient même venir à Paris pour étudier avec les experts britanniques et français l'éventualité de ces modifications, mais ils ne vinrent pas et les pourparlers furent remis de semaine en semaine. Apparemment, les points de vue en présence étaient difficiles à concilier et on craignait de part et d'autre que les négociations aboutissent à un échec.

L'affaire de Tanger retomba alors dans le silence. Ce silence est aujourd'hui de nouveau rompu. Et il ne l'est pas seulement par l'organe officieux de l'ABC, mais par la voix la plus autorisée que l'on puisse trouver en Espagne, par S. M. Alphonse XIII lui-même.

Au cours d'une interview accordée au représentant du Figaro, le roi d'Espagne, en effet, n'a pas hésité à exprimer sa pensée sur la question de Tanger et cette pensée royale, bien qu'esquissée avec beaucoup de tact et de prudence, ressemble fort à celle de son premier ministre.

Alphonse XIII dit : « Puisque nous ne voyons aucun inconvénient à ce que Tanger ne soit jamais fortifié... Puisque l'intérêt de la France est que Tanger soit espagnole... je ne comprends pas. La France sait fort bien que toute agression vient de Tanger, qu'Abd el Krim en tirait toute sa force et l'appui nécessaire à la continuation de la campagne. Tant qu'on exceptera Tanger du protectorat espagnol, il continuera à être le grand foyer de rébellion, aussi préjudiciable à la France qu'à l'Espagne. »

« Tanger et l'Espagne », tel était déjà le leit-motiv des négociateurs espagnols lors de la conférence de Madrid, en juin 1925. Le roi, en le répétant et en lui donnant, par sa bouche auguste, une valeur accrue, ne fait d'ailleurs que traduire un sentiment tout à fait général au delà des Pyrénées.

Et l'argument n'a pas changé non plus. On nous dit : « La zone internationale est un repaire d'aventuriers et d'agitateurs politiques ; incorporez-la à la zone espagnole et la sécurité du Maroc sera assurée. »

Est-ce bien sûr ? Ce n'est un secret pour personne à Madrid que l'administration du territoire africain n'a jamais été voisine de la perfection, que des sommes énormes y ont été englouties sans profit appréciable et l'on pourrait ajouter qu'Abd el Krim, avant de devenir le chef rebelle du Rif, avait fait son apprentissage dans les bureaux espagnols de Melilla.

Mais l'affaire est bien plus complexe encore. En dehors de l'Espagne, deux puissances et, on peut même dire trois, puisque l'Italie s'efforce de ne pas rester à l'écart, sont également intéressées au sort de Tanger.

La France, à cause de l'accès à sa zone ; la Grande-Bretagne à cause de Gibraltar qui fait vis-à-vis au grand port africain ; l'Italie à cause de ses visées méditerranéennes.

C'est dire que la question n'est pas aussi facile à résoudre qu'on le croit à Madrid. De longues et laborieuses négociations seront sans doute nécessaires pour arriver à donner une satisfaction partielle à l'Espagne, tout en ne lésant pas les autres signataires du statut de Tanger.

Une collaboratrice du Figaro ayant interviewé Alphonse XIII et le dictateur, M. Pierre Bernus écrit dans le Journal des Débats du 28 décembre :

Au cours d'une curieuse interview qui a paru dans le Figaro, le général Primo de Rivera prend lui-même position. Il affirme, en passant, que sa censure est le meilleur instrument d'information rationnelle : « Elle élimine, dit-il, les fausses nouvelles et les inepties, et ne permet pas au premier faquin venu d'écrire des âneries et de provoquer par là de regrettables conflits. » Parlant spécialement de la question de Tanger et de la façon insolite dont il la posa, l'été dernier, par l'entremise de la presse, il répond ainsi à son interlocutrice, qui lui avait demandé si cette manœuvre inusitée ne fut pas un erreur.

Ne me parlez pas d'erreur ! Il s'agit de mon expresse volonté d'en finir avec la diplomatie secrète, méthode démodée et antiprogressive. Or je veux être moderne en tout. Il fallait créer, pour un problème aussi universel que celui-là, un état d'opinion mondial. Mes communications à la presse et mes démarches diplomatiques ont suivi une mar-